

MAI 1971

N° 8

RUSSIE 1905	RUSSIE 1917	ALLEMAGNE 1918	ITALIE 1921
RUSSIE 1905	RUSSIE 1917	ALLEMAGNE 1918	ITALIE 1921
RUSSIE 1905	RUSSIE 1917	ALLEMAGNE 1918	ITALIE 1921
RUSSIE 1905	RUSSIE 1917	ALLEMAGNE 1918	ITALIE 1921
RUSSIE 1905	RUSSIE 1917	ALLEMAGNE 1918	ITALIE 1921
ESPAGNE 1937			ESPAGNE 1937
ESPAGNE 1937			ESPAGNE 1937
ESPAGNE 1937			ESPAGNE 1937

CAHIERS DU

COMMUNISME DE CONSEILS

S O M M A I R E

UN REGROUPEMENT REVOLUTIONNAIRE	1
DE CRONSTADT A GDANSK ET SZCZECIN	3
UNE CORRESPONDANCE ENTRE A. PANNEKOEK ET P. CHAULIEU	15
(INTRODUCTION DE Cajo BRENDL)	32

UN DEBUT DE REGROUPEMENT REVOLUTIONNAIRE

La division de la classe ouvrière, son émiettement en une somme d'individus se livrant à la concurrence individuelle, son apathie face à l'exploitation quotidienne, ne peuvent produire qu'un éparpillement et un isolement des révolutionnaires. L'histoire ne l'a que trop démontré.

Inversement, le renforcement du prolétariat comme classe autonome pour elle-même, son union dans la lutte et le développement de celle-ci, créent les bases et la nécessité d'un regroupement des éléments révolutionnaires.

Depuis près de trois ans, un nouvel élan de luttes révolutionnaires a commencé à ébranler le monde. Mai 68 en France, les luttes de Cordoba en Argentine, "l'été chaud" de 69 en Italie, la multiplication des grèves sauvages en Angleterre, les luttes des mineurs au Limbourg ou à Kiruna ou les récents mouvements du prolétariat en Pologne ne sont que les éclats les plus brillants de ce réveil mondial de la classe ouvrière.

Réveil et non sursaut, parce que la raison profonde qui l'a provoqué jusqu'à présent, à savoir, la décomposition actuelle de l'économie capitaliste mondiale qui fait peser toutes ses conséquences d'abord et avant tout sur la classe des exploités, cette décomposition ne fait que commencer. L'inévitable approfondissement de la crise actuelle du capitalisme annonce donc le renforcement, le développement et la radicalisation du mouvement des luttes prolétariennes mondiales.

Or, l'action et le regroupement des éléments les plus avancés dans la voie révolutionnaire restent encore prisonniers de 40 ans d'isolement et d'émiettement. Les partis dits "ouvriers" ou qui s'auto-qualifient de "révolutionnaires" et qui s'étalent de la sociale démocratie et du stalinisme de Moscou au trotskysme en passant par toutes les gammes de "maoïsme" ne font que jouer le rôle de derniers remparts du capitalisme sous sa forme privée libérale ou étatique totalitaire. Leurs positions franches ou ambiguës face aux dernières luttes du prolétariat polonais les ont encore une fois ouvertement démasqués. (confère en France le silence gêné, gardé par les éléments du Secours Rouge qui quelques semaines auparavant se joignaient au Pape et aux "grands" du capital libéral pour implorer Franco de gracier les condamnés de Burgos, mais qui "n'avaient rien à dire" devant l'insurrection du prolétariat polonais).

Quand à l'intervention des révolutionnaires elle est restée jusqu'à présent condamnée au niveau artisanal, à l'effort divisé, à la quasi impuissance. Il est évident que la force d'une intervention révolutionnaire est conditionnée par le regroupement des révolutionnaires. Il est aussi net que ce regroupement n'est rendu possible que grâce à l'action historique de la classe dans son ensemble et c'est cette action même qui le rend nécessaire.

Mais il n'y a pas un rapport mécaniciste entre le développement de la lutte prolétarienne et le regroupement des éléments les plus avancés. Entre ces deux phénomènes se greffe la volonté consciente des révolutionnaires.

C'est dans cette perspective et pour ces raisons que les trois groupes : Communisme de Conseils, Organisation Conseilliste de Clermont-Ferrand et Révolution Internationale ont décidé d'engager ce processus en se donnant un programme d'action en ce sens. Pour cela les deux revues publiées actuellement par ces groupes ouvrent leurs colonnes à côté de leurs interventions propres à la discussion en vue de parfaire l'éclaircissement théorique nécessaire à ce regroupement et sans lequel aucun rassemblement n'est possible.

Les trois groupes interviendront en commun sur les principaux événements qui touchent à la lutte du prolétariat (tracts etc...).

Les trois groupes en commun s'orienteront vers l'élaboration d'un journal ouvrier révolutionnaire.

Les trois groupes s'engagent à intégrer à leur effort tous les groupes et éléments isolés qui se situent sur un programme révolutionnaire.

La perspective de notre intervention s'oriente essentiellement dans deux axes principaux.

1/ La recherche de ce que MARX appelait dans le Manifeste "l'avantage de comprendre les conditions, la marche et les résultats généraux du mouvement ouvrier".

2/ L'intervention dans les luttes quotidiennes de la classe en vue de contribuer au processus qui mène à son auto-organisation comme classe historique pour son émancipation définitive, en "mettant en avant et faisant valoir, dans les diverses luttes nationales des prolétaires, les intérêts communs du prolétariat tout entier sans considération de nationalité ; d'autre part, dans les diverses phases de la lutte entre prolétariat et bourgeoisie, en représentant toujours l'intérêt du mouvement dans son ensemble". Le manifeste MARX.

Cahiers de Communisme de Conseils
Organisation conseilliste de Clermont
Révolution Internationale

DE CRONSTADT A GDANSK ET SZCZECIN

"Toute révolution nouvelle commence non sur la base où débuta la précédente, mais en partant du point où la révolution antérieure a subi un enrayement mortel"

Ciliga - L'insurrection de Cronstadt -
La Révolution Proletarienne,
sept. 1938

Pourquoi ce rapprochement entre Cronstadt et la lutte des ouvriers polonais de Gdansk et Szczecin ? Certes, c'était au début de mars le cinquantenaire de l'insurrection de Cronstadt. Certes encore, c'est au fond du golfe de Finlande de cette mer Baltique que commença en février 1917 la révolution russe, qu'à Pétrograd et Cronstadt réapparurent les Soviets, et qu'à Cronstadt ils agonisèrent dans un ultime sursaut contre la dictature du parti bolchevik. Mais c'est aussi et avant tout parce que les ouvriers de Gdansk et Szczecin ont repris la lutte au niveau où la laissèrent les ouvriers et marins de Cronstadt, c'est-à-dire contre le Parti, contre les syndicats, contre la Police, bref contre l'Etat qui les opprime. Bravant la répression, ils ont tenu bon et leur exemple a entraîné la quasi-totalité du prolétariat polonais. Leur victoire, car victoire il y a, n'est pas encore la "troisième révolution" dont parlaient les insurgés de Cronstadt dans le numéro du 8 mars 1921 de leurs Izvestia. Les marins et ouvriers insurgés avaient posé la première pierre, les ouvriers de Poznan, de Budapest et de toute la Hongrie en 1956 posèrent la seconde, et, cette fois, avec plus de détermination et de lucidité, les ouvriers polonais viennent de poser la troisième pierre de cette révolution nouvelle dont parlait Ciliga en 1938.

Avant d'amorcer une analyse de ces importantes grèves sauvages de Pologne et essayer d'en tirer les premiers enseignements, rappelons d'abord ce que fut l'insurrection de Cronstadt de mars 1921.

L'INSURRECTION DE CRONSTADT

Il n'y eut pratiquement pas de double pouvoir à Cronstadt. La révolte commença dès la nouvelle de la révolution de Pétrograd et, après une courte période d'organisation, le Soviet de Cronstadt votait le 26 mai 1917 la résolution suivante : "Le pouvoir dans la ville de Cronstadt se trouve désormais uniquement entre les mains des Soviets des députés des ouvriers, des marins et des soldats..."

"Le Soviet de Cronstadt se tenait en contact permanent avec la place Yakornaïa qu'on appelait le Vetché (assemblée populaire des villes libres hanséatiques russes) cronstadien. Chaque soir y avaient lieu de grands meetings et l'on discutait en toute liberté des questions les plus actuelles".

"Le Vetché cronstadien, avec sa sensibilité extrême servait pour ainsi dire de baromètre politique. Souvent, d'après ses oscillations, les partis déterminaient leur tactique"

Ida Mett - La Commune de
Cronstadt

On sait le rôle que jouèrent les matelots de la Baltique en juillet comme en octobre 1917. Ces marins de Cronstadt se battirent ensuite sur tous les fronts de la guerre civile et de l'intervention étrangère. Ayant été les premiers à réaliser "tout le pouvoir aux soviets", il était normal qu'ils fussent les derniers à défendre ce pouvoir venant d'en bas.

Si tout le monde connaît les événements qui précédèrent octobre et les péripéties de la prise du pouvoir par le parti bolchevik à la veille de la réunion du Congrès panrusse des Soviets, par contre ce qui est moins connu et fut longtemps ignoré, c'est ce qu'il advint des Soviets et des Comités d'usine pendant la période dite du "communisme de guerre". Tout de suite après la prise du pouvoir, les bolcheviks commencèrent à limiter, puis réduire considérablement les prérogatives des soviets et comités d'usine. Dès le 14 novembre 1917 un décret sur le "contrôle ouvrier" freinait la tendance des comités d'usine à gérer les entreprises. Puis en 1918 vint l'étatisation avec des comités de gestion dont les deux tiers des membres étaient désignés par le Soviet régional et le Soviet suprême de l'Economie nationale, et un tiers élu par les ouvriers syndiqués de l'entreprise (juin 1918). En 1920 enfin, Lénine et Trotsky imposèrent la direction unique. A ces directeurs parachutés d'en haut, les ouvriers devaient obéir. Rappelons qu'à cette époque, Trotsky préconisa la militarisation des syndicats.

En somme, au début de 1921, il ne restait déjà plus rien des fameuses conquêtes d'octobre, rien pour les ouvriers en tout cas. Un nouvel Etat bureaucratique remplaçait l'Etat bureaucratique tsariste, avec son armée dite rouge, et sa police. Les syndicats sous la

houlette de Lozovski, étaient transformés en organisations d'encadrement des travailleurs, et pratiquement intégrés à l'Etat. Enfin, contrôlant et dominant le tout, était le Parti tout-puissant et hiérarchisé à l'extrême.

Dès Brest-Litovsk (mars 1918), la révolution russe était devenue une révolution nationale et s'orientait vers un capitalisme d'Etat. Polémiquant contre les communistes de gauche (mai 1918), Lénine s'écriait : "... le capitalisme d'Etat serait un pas en avant par rapport à l'état actuel des choses dans notre République des Soviets. Si dans six mois par exemple, nous avons instauré chez nous le capitalisme d'Etat, ce serait un immense succès et la plus sûre garantie qu'un an plus tard, dans notre pays, le socialisme serait définitivement assis et invincible" (Oeuvres Complètes)

Et dire que c'est à Staline qu'on impute la formule du socialisme dans un seul pays ! Plus de cinquante ans après ces paroles de Lénine, on a toujours le capitalisme d'Etat et on s'éloigne plus que jamais du socialisme.

Nous venons de résumer l'évolution de la révolution russe pendant le "communisme de guerre". Voyons maintenant quelle était la situation au début de 1921. La guerre civile avait pris fin, les armées blanches et étrangères avaient été battues, mais la situation économique était catastrophique.

Le Xème Congrès du Parti devait se tenir en mars. La discussion au sein du Parti était vive et elle déborda les limites de celui-ci pour s'étendre aux masses ouvrières, à l'armée et à la flotte. D'après Sorine, commissaire de Pétrograd, 5 000 marins abandonnèrent le Parti au cours du mois de janvier 1921. Quant aux ouvriers, les des promesses, "ils appliquèrent l'arme classique de la lutte de classe : les grèves".

"A Petrograd, la première grève éclate à l'usine Troubotchny le 23 février... Manifestation de rue le 24... Aussitôt Zinoviev envoie contre les manifestants des détachements d'élèves-officiers... Les grèves s'étendent aux usines Baltisky, Laferme, puis c'est la fabrique de chaussures Skorokhod, puis les usines Admiralteïdki, G. Borman, Metalischeski, enfin le 28 février la grève commence aux chantiers et à l'usine Pontilov".

d'après Ida Mett - La Commune de Cronstadt

Zinoviev et le Comité du Parti organisent la répression, proclament l'état de siège. Les arrestations se multiplient.

Dès le 26 février, les marins de Cronstadt avaient envoyé leurs délégués auprès des ouvriers en grève. Ils rentrent le 28. Ce même jour, l'équipage du Petropavlovsk adopte une résolution qui, votée ensuite par l'Assemblée générale des marins de Cronstadt, ainsi que par des corps de soldats rouges, acceptée par la population ouvrière de la ville, servit de programme politique à l'insurrection.

Le 2 mars, se tint la réunion des délégués au Soviet de Cronstadt. Un Comité révolutionnaire fut élu. Le 3 paraissait le premier numéro des Izvestia. Il contenait l'appel suivant :

"Notre pays traverse une période difficile. Voici déjà 3 ans que la famine, le froid et le chaos économique nous tiennent dans un étau terrible. Le parti communiste qui gouverne le pays s'est détaché des masses et s'est révélé impuissant à sortir le pays d'un état de débâcle générale. Le parti n'a tenu aucun compte des troubles qui viennent d'avoir lieu à Petrograd et à Moscou, et qui prouvent clairement qu'il a perdu la confiance des masses ouvrières. Il n'a tenu, non plus, aucun compte des revendications formulées par les ouvriers. Il considère ces réclamations comme le résultat des menées contre-révolutionnaires. Il se trompe profondément. Ces troubles, ces réclamations, c'est la voix du peuple entier, de tous les travailleurs. Tous les ouvriers, tous les marins, tous les soldats rouges voient nettement aujourd'hui que seuls les efforts communs, seule la volonté commune des travailleurs pourront sortir la République de l'impasse où elle se trouve".

d'après Voline et Ida Mett

Le même jour, Radio Moscou lançait un autre appel : "Pour la lutte contre le complot de la garde blanche" ! On comprend pourquoi les communistes de la base à Cronstadt, abandonnèrent le Parti et se rallièrent au Comité révolutionnaire.

Le 5 mars, le "Comité de défense" de Petrograd annonçait l'assaut contre Cronstadt dans ces termes :

"Vous êtes cernés de tous côtés. Quelques heures passeront encore et vous serez obligés de vous rendre. Cronstadt n'a ni pain, ni combustible. Si vous vous obstinez, on vous tuera comme des perdrix".

Ida Mett - La Commune de Cronstadt

Le 6, par radio, Trotsky intimait l'ordre aux insurgés de se rendre. Le 7, le duel d'artillerie commençait. Le 8, l'armée rouge attaquait, dans la neige et sur la glace. Au cours de la semaine de combats qui suivit, Trotsky et Toukhatchevski durent relever les régiments qui ne voulaient pas combattre et les remplacer par des troupes de Kirghiz, de Bachkirs, par les élèves-officiers, supérieurement équipés. Le 18 mars, Cronstadt succombait. Dans la nuit du 17 au 18, 8 000 ouvriers et marins cherchèrent leur salut en se dirigeant sur la glace vers les côtes finlandaises. Pour ceux qui restèrent, le Tribunal révolutionnaire du district de Petrograd "développa son travail" (Pouchkov, historien officiel) : représailles, massacre, répression dans la flotte, dispersion des marins dans les autres bases de Russie et Sibérie.

Pendant la révolte, une partie du prolétariat de Petrograd avait continué la grève : usines Poutilov, Baltiïsky, Oboukhov, Nievskaja, Manufactura, etc... Licenciements, répression. A Moscou, à Nijni-Novgorod et dans d'autres villes où des grèves eurent lieu, mêmes mesures répressives, mêmes calomnies contre Cronstadt, et apport précipité de vivres.

Après la fin de Cronstadt et de ces grèves, le X.ème Congrès du Parti put reprendre ses travaux. Lénine devait y déclarer, s'adressant à l'Opposition ouvrière : assez de discussions, on discutera avec des fusils. Et ce X.ème Congrès interdit les fractions au sein du Parti. Celui-ci ayant vaincu dans le sang le dernier sursaut révolutionnaire, muselé l'opposition, avait la voie libre pour la N E P d'abord, pour le capitalisme d'Etat ensuite, dont les superstructures avaient résisté à l'épreuve.

LES CINQUANTE ANNEES ENTRE CRONSTADT ET GDANSK

Nous n'allons pas retracer l'histoire de la Russie depuis Cronstadt. Rappelons toutefois qu'en 1921 encore, les bolcheviks liquidèrent le mouvement anarchiste de Makhno en utilisant les mêmes moyens que pour Cronstadt : calomnies, manoeuvres déloyales et finalement répression. La fin justifie les moyens. L'amoralisme bolchevik ne le cédait en rien à celui d'un Clémenceau et des autres hommes d'Etat capitalistes. Rappelons encore qu'en 1922, avant la maladie de Lénine, fut signé le traité de Rapallo avec l'Allemagne. On le voit, il n'y eut vraiment aucune rupture de continuité entre l'époque de Lénine tout-puissant et celle de Staline encore plus tout-puissant.

C'est sur le plan international que l'évolution contre-révolutionnaire de la Russie se manifesta le plus dramatiquement. Quelques étapes : l'alliance avec Tchang-Kai-Chek et l'écrasement de l'insurrection ouvrière de Shanghai, l'étranglement de la révolution espagnole, le partage avec Hitler de l'Europe de l'Est et ensuite du monde avec Churchill et Roosevelt, à Yalta, etc...

A l'intérieur de la Russie, la répression systématique peuplait les camps de concentration et de travail forcé, main d'oeuvre nécessaire pour réaliser l'accumulation primitive permettant de construire l'infrastructure du capitalisme d'Etat. Dès le début des années 1930, on remettait en honneur les valeurs bourgeoises : patrie, famille, armée, Etat, etc...

C'est dans les pays de l'Europe de l'Est que la révolte ouvrière devait reprendre et ne pouvait être cachée : Berlin 53, Budapest et Poznan 56, Tchécoslovaquie 68. Mais à Budapest comme en Tchécoslovaquie, ces mouvements s'accompagnèrent d'une réaction nationaliste à l'impérialisme russe. Les ouvriers de Gdansk et Szczecin, eux, ont renoué avec la lutte purement ouvrière et leur mouvement a une signification et une importance telles qu'il préfigurera, dans un contexte

international dominé par les grèves sauvages, cette troisième révolution qu'appelaient les ouvriers et marins de Cronstadt avant d'engager les combats dont ils n'ignoraient pas l'issue.

Gardons cependant la tête froide. Cette lutte des ouvriers polonais, il nous faut dès maintenant commencer à l'analyser avec attention, pour en dégager les premiers enseignements.

POLOGNE - DE GDANSK ET SZCZECIN A LODZ

1970 fut pour la Pologne une année de stagnation économique et surtout de déséquilibres en aggravation. L'accumulation des contradictions aboutissait, à la fin de l'année, à la nécessité de mesures draconiennes. Et, bien entendu, il revenait aux travailleurs de payer la note d'une gestion bureaucratique catastrophique. D'où pression sur les salaires, accroissement des cadences et, le 13 décembre, nouveau train de hausse des prix d'un taux particulièrement élevé et s'appliquant aux produits alimentaires de première nécessité. C'était trop.

Déjà en grève pour une question d'heures de travail et de salaires, les ouvriers de Gdansk quittent les chantiers pour la rue. Aux premières manifestations du 14 décembre, les autorités opposent les armes. Mais les ouvriers se battent et la police est débordée, les commissariats attaqués, le siège du Parti pillé et incendié, incendies également les kiosques à journaux et les librairies ainsi que la gare centrale. Le mardi 15, des blindés et des troupes interviennent. Les combats de rue dureront plusieurs jours. Dans les chantiers où se sont repliés les ouvriers, le comité de grève a pris en mains l'organisation de la lutte. C'est avec lui que les autorités devront négocier la reprise du travail contre le retrait des troupes.

A Gdynia, ville soeur de Gdansk, la révolte ouvrière a pris les mêmes formes. Là aussi, le siège du Parti brûle. Avec un décalage de quelques jours, à Szczecin, ouvriers des chantiers et de la sidérurgie attaquent les chars et gagnent le centre de la ville. Et là encore, le siège du Parti est incendié, ainsi que d'autres immeubles officiels, des magasins sont pillés. Grève générale dans toute la ville. Les blindés tirent sur la foule. Dans les usines occupées, les ouvriers s'organisent. Le Comité de grève aurait eu tout pouvoir sur la ville pendant trois jours. Il négocie le retrait des troupes et le travail ne reprit que lorsque les revendications ouvrières furent satisfaites.

Pendant cette semaine du 13 au 20 décembre, grèves et manifestations eurent lieu dans toute la Pologne industrielle.

Les ouvriers sont en fait victorieux. La répression n'est pas venue à bout de leur combativité. Ils s'organisent, restent vigilants, exigent que les dirigeants nouveaux viennent s'expliquer dans les usines, y compris Gierek, le nouveau Gomulka. Ils ne se contenteront pas de promesses. Leur pression s'exercera jusqu'à ce que le gouvernement cède sur les prix et les salaires, après quelques semaines pendant lesquelles d'autres usines de Pologne se mettent en grève. Celles du textile de la région de Lodz en février, démontrèrent que la détermination des travailleurs ne se relâchait pas. Il fallut cette fois encore que le chef du gouvernement et trois membres du Bureau politique du Parti viennent s'expliquer devant les grévistes.

Pour donner une idée de cette détermination des ouvriers, il suffit de rappeler comment Gierek fut contraint de se présenter devant les centaines de délégués des 12 000 ouvriers et employés des chantiers Warski à Szczecin, le dimanche 24 janvier, et le lendemain devant ceux des chantiers de Gdansk. Il avait d'abord envoyé son nouveau secrétaire chargé des questions économiques, Kocisiek. Les ouvriers répondirent par des grèves tournantes et demandèrent le limogeage dudit Kocisiek et d'autres responsables de la répression. Gierek demande alors qu'une délégation vienne à Varsovie. C'est le 21 janvier. Gierek fait son numéro de cabotin et embrasse deux représentants des ouvriers. Mais les ouvriers ne sont pas dupes et à Szczecin, la grève avec occupation reprend. Renforts de milice. Réponse : le travail s'arrête partout, y compris dans les transports urbains et les chemins de fer (voir Karol - N.O. du 7.2.71). Gierek doit céder. Avec une cohorte de dirigeants centraux, il se pointe à Szczecin le 24 pour s'expliquer face aux grévistes et négocier avec le Comité de grève. Il a pris des engagements qu'il ne pourra éluder. Les grèves de Lodz l'obligèrent à s'exécuter: la hausse des prix décidée en décembre fut annulée le 15 février, à compter du 1er mars. Le 28 janvier, le gouvernement avait déjà renoncé aux "stimulants économiques" et rétabli l'ancien barème des salaires dans les chantiers navals.

Mais laissons maintenant le déroulement des faits. Tous les lecteurs des Cahiers auront sûrement suivi ces événements avec passion et recherché dans toutes les publications les informations et interprétations susceptibles d'éclairer leur lanterne. Venons-en donc aux enseignements qu'on peut déjà en tirer, ou plutôt aux réflexions que cette révolte ouvrière nous inspire.

QUELQUES REFLEXIONS

Nous faisons nôtre la conclusion de l'article de Karol cité plus haut : "... Un fait nouveau -et énorme- doit être enregistré : au cours de la semaine sanglante de décembre 1970, en Pologne, est né un mouvement ouvrier qui échappe au contrôle de tout appareil politique ou syndical et qui se sent assez fort pour négocier d'égal à égal avec ceux qui, jusque là, prétendaient monopoliser la représentation de la classe ouvrière. Ce fait pourrait, à lui seul, changer toutes

Les données de la situation politique en Pologne et demain, par extension, dans toute l'Europe de l'Est".

C'est ce que nous avons pressenti dès les premières nouvelles de Pologne. Voir l'éditorial d'ICO, texte d'un tract diffusé à Paris.

Répétons que ce fait nouveau intervient dans un contexte international marqué depuis quelques années par le développement des grèves sauvages dans le monde occidental, par la contestation estudiantine internationale, par le rejet des valeurs morales liées aux régimes capitalistes privé, mixte, ou d'Etat. Si nous ajoutons que l'exacerbation des rivalités impérialistes obligent les Grands à maintenir et même développer une économie de guerre, nous aurons énuméré les principaux facteurs qui contribuent à rendre l'époque que nous vivons particulièrement importante pour le devenir de l'humanité.

C'est pourquoi nous devons tous étudier de près cette lutte des ouvriers polonais et en faire l'objet de nos discussions, car quelques articles sont loin d'épuiser la question.

Il importe d'abord de souligner le fait que cette lutte survint 14 ans après celle de 1956 qui obligea le Parti communiste polonais à installer une première direction de rechange. L'opération réussit, mais le crédit de l'équipe Gomulka s'épuisa rapidement. L'effort soutenu d'accumulation primitive réalisée par des méthodes bureaucratiques exigeait des sacrifices insoutenables pour les travailleurs, d'autant plus que la paysannerie fut relativement ménagée. Très vite, Gomulka devait revenir à une impitoyable dictature du parti s'exerçant dans tous les domaines de la vie économique, politique, culturelle. Les étudiants et les intellectuels réagirent dès 1968. Sans le soutien des ouvriers, cette réaction fut réprimée.

Avec la lutte récente, nous avons assisté au même scénario qu'en 1956 : mise en place d'une nouvelle direction de rechange, mais cette fois en catastrophe. Et les remaniements ont été plus profonds sous la pression ouvrière. Ils se poursuivent encore.

La spontanéité ouvrière s'est manifestée avec netteté, lucidité, efficacité : les bâtiments du Parti incendiés, ceux de la police également, les syndicats rejetés, les Conseils ouvriers octroyés par Gomulka ignorés, bref tout l'encadrement étatique pris à partie. C'est plus que ce qu'avaient fait les ouvriers et marins de Cronstadt.

Les ouvriers polonais ont désigné leurs ennemis de classe à tous leurs frères des pays où règnent des variantes de capitalisme d'Etat. Ils ont affirmé leur solidarité de fait avec tous leurs frères des pays du capitalisme occidental qui mènent la même lutte de classe. Mais les superstructures du monde occidental sont momentanément plus souples et les conflits de classe sont apparemment moins politiques. Même une grève aussi généralisée que celle de 1968 en France, précédée d'une révolte estudiantine, n'a pas provoqué de répression armée, ni contraint à des remaniements politiques. L'équipe Mitterrand-Mendès,

qui avait proposé ses bons offices, en fut pour ses frais. Dans un régime totalitaire de capitalisme d'Etat, où toutes les formes de pouvoir de la classe dominante sont concentrées dans les mains des hiérarques du Parti, une lutte ouvrière provoque un ébranlement plus visible, en fait plus profond et plus étendu, lorsque les mesures de répression s'avèrent inefficaces et trop dangereuses.

LES STRUCTURES REMISES EN CAUSE ?

Gierek a dû s'engager devant les ouvriers de Szczecin et Gdansk à organiser des élections libres (sans listes préfabriquées) dans les syndicats, les Conseils ouvriers, et même dans le Parti. Officiellement, il n'en a pas été question au Comité central de celui-ci. Gierek croit-il pouvoir éluder et enterrer ces revendications, pourtant plus réformistes que révolutionnaires, et en retrait sur les incendies pratiqués au cours des émeutes ? Comme l'écrit Karol dans Le Monde du 19 février, les hiérarques seraient une fois de plus en retard d'un conflit. Celui de ces derniers mois n'est pas celui de 1968.

Mais faut-il penser, avec Karol, que, cette fois :

"le régime doit faire face à une classe sociale qui met en cause les structures de la société et non pas seulement le fonctionnement des institutions politiques ?"

Ce serait aller un peu vite. Les dirigeants, grâce à l'aide des Russes, ont lâché assez de lest pour reprendre le contrôle de la situation.

D'ailleurs, qu'importent les décisions que prendra la direction de rechange. Les ouvriers ont créé des Comités de grève et des Commissions ouvrières pour remplacer les Conseils ouvriers et les syndicats intégrés. S'ils restent vigilants et maintiennent leur cohésion, ils trouveront toujours des formes d'organisation nouvelles, même si celles qu'ils viennent de créer sont récupérées par l'équipe Gierek. Organisations nouvelles toujours sur la base du même principe : délégués révocables à tout moment et toujours en contact étroit et sous le contrôle absolu des travailleurs. Bref, toujours recommencer en partant d'en bas et ne pas s'illusionner sur le "redressement" de ce qui est pourri.

Nous venons de parler de récupération. Elle va être tentée sans aucun doute. Toute grande lutte fait surgir des organismes nouveaux au sein desquels sont élus tous les travailleurs qui, au cours du combat, démontrent leurs capacités d'organiseurs, d'orateurs, de négociateurs, etc... Nous avons connu cela en 1936 et 1968. Et tous les récupérateurs se mettent alors en chasse pour attirer ces "meneurs" dans leurs casernes et églises hiérarchisées. Ils y parviennent partiellement lorsque la lutte dégénère et se dilue. Faire partie d'une

"avant-garde", d'une "élite dirigeante" est tentant pour tout ouvrier qui a pris conscience de ses capacités. Heureusement, tous ne mordent pas à l'hameçon. Et puis, qu'importe encore ! Les grandes luttes suivantes provoquent l'éclosion de nouveaux militants liés étroitement à leurs camarades de travail.

Une des caractéristiques les plus importantes des luttes récentes en Pologne, est que celles-ci ont été et sont restées purement ouvrières. Les revendications avancées, économiques et politiques, n'ont pas été mêlées avec celles qu'aurait amené une liaison avec les étudiants et les intellectuels. C'est ainsi que les ouvriers polonais n'ont à aucun moment mis en avant des revendications nationalistes contre la tutelle de l'impérialisme russe. Tactique, conscience du danger, enseignement tiré de Budapest 56 et Prague 68 ? En tout cas, la lutte est restée sur le terrain de classe et ne s'est pas embourbée dans la fange du nationalisme. Et pourtant la Pologne est un des pays de l'Est où le nationalisme anti-russe est vivace, alimenté par l'occupation militaire et le lourd tribut payé du fait des rapports économiques inégaux avec la Russie. Mais ce nationalisme est beaucoup plus l'apanage de la petite bourgeoisie, des intellectuels et de la paysannerie.

En ce qui concerne ces autres classes, la nouvelle équipe dirigeante s'est empressée d'en rechercher le soutien politique par des mesures économiques appropriées.

C'est dans ce sens aussi que jouent les concessions faites à l'Eglise catholique, particulièrement influente en Pologne. Donnant donnant : l'Eglise a reçu l'assurance du Président du Conseil Jaroczewitz que les biens religieux des terres de l'Ouest (des anciens territoires allemands) ne seraient plus seulement confiés à l'administration de l'épiscopat, mais réunis en toute propriété. Moyennant quoi, l'épiscopat a décrété que le 14 février serait "jour de prières pour la patrie", car l'épiscopat comprend "la nécessité de maintenir dans le moment présent l'ordre et le calme..." Le pape lui-même s'est associé à cette journée de prière et l'a étendue au monde entier. Priez, mes frères, "pour la paix intérieure de toutes les nations, particulièrement celles qui sont tourmentées par la guerre civile" (Le Monde, 16 février). Plus récemment, Casaroli, le chargé des relations extérieures du Vatican, s'est rendu à Moscou pour plusieurs jours, officiellement pour signer le traité de non-prolifération des armes nucléaires (de quoi se marrer !)... mais on doit aussi parler de la Conférence sur la sécurité européenne et des problèmes oecuméniques. Ça, c'est sérieux.

Autre enseignement important de la lutte des ouvriers polonais : ils ont immédiatement réagi contre la calomnie, les insinuations, les

amalgames. Le coup des hooligans, des éléments asociaux, ça n'a pas pris. Et les ouvriers ont exigé des hiérarques de rechange qu'ils condamnent toutes ces calomnies et que toute la publicité nécessaire soit donnée à ces rétractations. Gierek lui-même a dû s'exécuter... en chargeant son compère Gomulka de tous ces péchés.

La calomnie, l'amalgame, les ouvriers et marins de Cronstadt en furent les victimes, et leur radio ne put lutter contre celle de Moscou et toute la pressé du Parti bolchevik au pouvoir. On sait jusqu'à quel raffinement purent atteindre ces méthodes. Les grands procès de Moscou resteront dans l'histoire du monde l'équivalent de ceux de l'Inquisition au Moyen Age. De Lénine et Trotsky à Staline et ses successeurs, on retrouve le même amoralisme. On le retrouve dans le "juif allemand" de Marchais, dans "les enfants de Marcellin", comme en 36 en Espagne, lorsque le POUM était accusé d'être l'allié de Franco. Tous les hommes d'Etat, toutes les polices, tous les "dirigeants" ont recours à ces méthodes.

Elles n'eurent aucun succès à Cronstadt même. Au contraire, de nombreux membres du Parti se rallièrent au Comité révolutionnaire. A Petrograd, les protestations furent également nombreuses dans les usines en grève.

Cela nous amène à la question : Comment se sont comportés les ouvriers membres du Parti dans les usines de Pologne, au cours de ces semaines de lutte ? Il faut attendre pour savoir. Beaucoup d'autres éléments d'information nous manquent. C'est pourquoi nos réflexions ne constituent qu'un début d'analyse.

L'ATTITUDE DE LA RUSSIE

La dépendance économique et politique de la Pologne par rapport à la Russie est telle que la direction de rechange de Gierek n'a pu être mise en place qu'avec l'accord de Brejnev et ses acolytes, et que tous ses actes sont suivis de près ou inspirés par Moscou. La Russie occupe militairement la Pologne. Si donc les troupes russes ne sont pas intervenues, c'est que les dirigeants russes attendent de voir si Gierek sera capable de s'en tirer. Sinon, il subira le sort de Dubcek.

Manifestement, les dirigeants russes sont inquiets, ceux des autres pays de l'Est aussi. Des grèves de solidarité auraient éclaté à Rostock (Allemagne de l'Est), port et ville industrielle proche de Szczecin, et dans certaines villes de la Baltique en Russie. Même s'il ne s'agit que de rumeurs circulant à Moscou, comme le dit Karol dans Le Monde, leur existence est pleine de signification. Un journal soviétique a parlé "d'arrêts de production".

La Russie a accordé au gouvernement polonais les crédits nécessaires pour compenser les hausses de salaires et l'annulation de la hausse des prix. C'est tout ce qu'on sait de précis. On peut toutefois supposer que le nouveau plan quinquennal russe tiendra compte de

la révolte polonaise et que la production des biens de consommation sera accrue. Dans les autres pays de l'Est satellites de la Russie, des mesures semblables seront prises et le climat dans les usines surveillé de près.

CONCLUSION

En mars 1921, avant de succomber, l'insurrection cronstadienne lança un appel aux travailleurs : une nouvelle révolution est nécessaire "qui brisera les dernières chaînes liant les masses laborieuses et ouvrira une voie nouvelle pour la création socialiste".

A cinquante ans de distance, nous venons d'assister au premier grand mouvement ouvrier qui ait été capable d'ébranler le capitalisme d'Etat. Les ouvriers polonais ont démontré que le capitalisme d'Etat est vulnérable, que la lutte de classe n'est pas un vain mot.

A tous les travailleurs du monde, ils ont démontré que dans les "pays du grand mensonge", pour reprendre l'expression de Ciliga, il n'y a que la dictature d'une nouvelle classe dominante et rien, absolument rien, de socialiste. N'en déplaise à tous les trotskystes, maoïstes et autres variétés de léninistes, ainsi qu'à toutes ces élites qui s'inspirent de l'idéologie techno-bureaucratique.

Le capitalisme d'Etat n'a rien de "progressiste", assurément pas à court et moyen terme, mais même historiquement. Le rôle de l'Etat russe depuis cinquante ans fut le même à l'intérieur comme à l'extérieur : un rôle contre-révolutionnaire. C'est ce rôle qui caractérisera historiquement cette ultime forme de capitalisme.

A l'Est comme à l'Ouest, impérialisme et capitalisme d'Etat (structure adoptée aussi par les pays occidentaux en économie de guerre) sont les deux aspects du capitalisme dans l'époque actuelle des guerres et révolutions nationales, l'époque de la Barbarie.

C'est de la contradiction de classe, de la lutte des travailleurs contre l'exploitation, que dépend l'issue possible vers le socialisme. Celui-ci, c'est actuellement l'auto-détermination des travailleurs dans leurs luttes, ce sera demain l'auto-gestion globale de la société, à tous les niveaux des activités humaines.

H. CHAZE

UNE CORRESPONDANCE ENTRE ANTON PANNEKOEK

et

PIERRE CHAULIEU

INTRODUCTION

Les trois lettres qu'on trouve publiées ci-après dans leur ordre chronologique, furent écrites en 1954. Des deux auteurs, l'un est mort depuis plus de dix ans. ANTON PANNEKOEK, théoricien marxiste hollandais, déjà bien connu avant 1914 dans divers pays par ses écrits théoriques et sa lutte contre l'opportunisme et le réformisme au sein de la IIème Internationale, plus célèbre encore après par sa critique approfondie de la pratique et de l'essence même du léninisme, décéda à Wageningen en Hollande, le 28 avril 1960 (1).

A première vue, le sujet qu'abordent ces lettres, à savoir la position politique et théorique du groupe "SOCIALISME OU BARBARIE" en France (position critiquée par PANNEKOEK et défendue par CHAULIEU) est devenue définitivement une chose du passé. Le groupe S.OU B n'existe plus ; la revue du même nom a cessé de paraître. Pourquoi alors, se demandera-t-on, ces trois lettres, bien que paraissant restreintes à un phénomène temporaire, ont gardé un important caractère d'actualité ?

Ce n'est pas sans raison que PANNEKOEK, comme on le verra, parle d'une "discussion sur des questions fondamentales". Les problèmes que ces lettres abordent ont, sous une forme différente à chaque époque, tenu une place essentielle dans le mouvement ouvrier et dans la lutte de classe du début jusqu'à aujourd'hui. Il n'y a qu'à substituer, par exemple, dans la critique de PANNEKOEK le terme "SOCIALISME OU BARBARIE" par les termes "maoïstes" ou "gauche prolétarienne" pour se trouver placé directement et précisément dans les coulisses de la scène de maintenant.

Bien sûr, "SOCIALISME OU BARBARIE" en son temps (1949-1965) exprimait autre chose que ce que représentent les groupuscules soi-disant "révolutionnaires" qui se sont formés plus tard, ou qui -comme les trotskystes traditionnels- restent toujours debout pour la seule raison que la mort politique ne les a pas encore rattrapés. Mais il y a tout de même une chose commune qui caractérise toutes les tendances en question : leur ambiguïté vis-à-vis de la lutte autonome des travailleurs, qu'elles stimulent plus ou moins verbalement (et même pas ça, dans certains cas!) en la gênant en réalité par leurs conceptions idéologiques et par leurs structures d'avant-garde.

Nous croyons que certains aspects principaux de cette ambiguïté apparaissent bien clairement quant au sort de S. OU B. et que l'on peut dans ce cas spécial, les faire ressortir dans toute leur dimension, parce qu'il s'agit ici d'une histoire récente avec des résultats largement connus.

(1) Voir CAHIERS DU COMMUNISME DE CONSEILS n° 1, p. 17

Le groupe S. OU B. s'était constitué dès 1946 au sein du trotskysme français. Il s'en détacha un peu plus tard pour se présenter en 1949 avec une plate-forme bien différente dans une revue indépendante. Il se distinguait désormais du trotskysme en premier lieu par sa critique fondamentale et détaillée du mouvement syndical, dont il ne cessa pas de montrer la fonction importante en faveur de l'ordre existant. S. OU B. a dévoilé, en plusieurs occasions, le rôle hostile des syndicats vis-à-vis de n'importe quel conflit entre les ouvriers et le patronat. C'est surtout à cet égard que ses publications sont arrivées à un certain niveau, qui ne fut jamais atteint ni par le stalinisme, ni par le trotskysme et qui ne manquait pas d'attirer l'attention

Cependant, pour bien suivre cette voie, jusqu'à ses dernières conséquences, il lui manquait, comme nous le verrons plus clairement tout à l'heure, surtout une base ouvrière. A un moment donné, ce défaut a entraîné une sorte de stérilité, qui devint comme un obstacle qui lui fit perdre le pas. Que Daniel MOTHE, l'auteur de "Militant de chez Renault" formé dans le milieu de S. OU B. ait adhéré plus tard facilement à la centrale syndicale CFDT, est -rétrospectivement- moins étonnant qu'il ne semble aux témoins du groupe, qui ne pouvaient regarder son attitude que comme une rupture complète avec leurs idées.

Par son nom, le groupe S. OU B. se rattachait à la position des anciennes organisations du mouvement ouvrier. Celles-ci pensaient exercer sur les masses prolétariennes une pression spirituelle telle qu'un mouvement ouvrier nouveau et différent, ne pourrait se constituer que lorsque la conscience ouvrière aurait été "réveillée" par des événements historiques et bouleversants. Cet événement, le groupe pensa d'abord que ce serait la troisième guerre mondiale. Il croyait la voir s'approcher d'une façon menaçante, comme une perspective du développement social et politique, et dans son idée, elle bloquait complètement toute initiative de la classe ouvrière. Seulement, au moment même où la guerre aurait éclaté, en même temps que les forces destructives, se seraient dressées les forces d'une résistance prolétarienne. L'humanité se serait donc trouvée à cet instant-là devant deux possibilités : la réalisation du socialisme, ou bien le déclin vers la barbarie.

A nos yeux, cette conception ne tient pas suffisamment compte du développement et des contradictions de la production capitaliste en général. Elle dérive, d'une manière unilatérale et trop absolue de la considération d'une évolution particulière de la société capitaliste que l'on peut englober dans le mot "guerre". Même si le prolétariat se soulevait au début d'une guerre, sa révolte en soi et surtout le contenu d'une telle action et son importance sociale, ne pourraient être expliqués par la circonstance accidentelle que la classe ouvrière -comme tout le monde d'ailleurs- en serait bouleversée. Il ne faut pas oublier que le "capitalisme en temps de guerre" et le "capitalisme en temps de paix", sont tous deux le même capitalisme, caractérisé toujours par les mêmes contradictions sociales ; il est vrai qu'en temps de guerre, ces contradictions sont devenues plus aiguës, mais néanmoins, elles ne sont pas remplacées par d'autres.

La lutte des travailleurs contre le capital en temps de guerre, vient également des relations de production dans la société bourgeoise.

Parler comme le groupe S. OU B. "des possibilités révolutionnaires" en rapport avec la guerre, c'est penser que le problème du pouvoir se pose, au cours de ces événements, et qu'en même temps la conscience prolétarienne apparaît dans toute sa maturité. Eh bien la conscience ne mûrit pas d'un jour à l'autre, par exemple par le fait qu'on est bouleversé par la guerre qui éclate. La maturation de la conscience ouvrière est un processus qui s'accomplit dans la lutte dure de tous les jours, à travers toute une série de conflits, dans lesquels l'important est, suivant le proverbe, qu'on devient sage à ses dépens. Le problème du pouvoir ne peut être résolu que dans la mesure où les ouvriers apprennent à l'exercer. Ils ne l'apprennent que par l'expérience ; cela veut dire : par leur propre action. Leur propre action demande qu'ils pensent eux-mêmes, qu'ils sachent eux-mêmes. Il ne le font pas par miracle. Leur action suppose la pratique.

Du renouvellement du mouvement ouvrier, on doit dire la même chose. Il n'existe pas une erreur plus grande que celle de considérer qu'un nouveau mouvement ouvrier se formera relativement vite sous n'importe quelle pression extérieure, ou parce que les masses, tout à coup, se sentiront abandonnées par les vieilles organisations. Le renouvellement du mouvement ouvrier, lui aussi, est un processus, lui aussi est une chose de la pratique. Il ne naîtra pas d'une simple décision. Le nouveau mouvement ouvrier ne sera pas fondé, il naît de la lutte ouvrière. Alors, à l'origine de chacun des problèmes du mouvement ouvrier futur, se trouve toujours la lutte de classe d'aujourd'hui.

Cette lutte de classe, menée dans l'usine, fut particulièrement négligée par S. OU B. Mieux encore : ce groupe la déclarait tout à fait impossible dans la situation d'après-guerre, spécialement en France, par suite de l'influence énorme du P.C. Comme si l'influence politique de n'importe quel parti pouvait changer le vrai caractère des contradictions capitalistes dans lesquelles la lutte de classe bouillonne !

Ici, il faut ajouter un détail important ; sans doute S. OU B. comptait sur la guerre pour de "grandes possibilités révolutionnaires" car alors les masses seraient armées. Il échappait à ce groupe que le problème central de la révolution prolétarienne n'est pas l'armement des travailleurs, mais l'abolition du travail salarié et la remise en marche de la production par les masses elles-mêmes. Même si la classe ouvrière était armée jusqu'aux dents, mais ne réalisait pas l'autogestion, il ne serait pas question d'une révolution sociale. Une manifestation ou un combat dans les rues, même par des ouvriers armés, représente tout autre chose qu'une lutte qui bouleverse le capitalisme, lutte qui ne peut que se baser sur les usines, et qui a comme enjeu la gestion de ces usines.

Le malentendu qui marquait le groupe S. OU B., de ce point de vue, ne caractérise pas uniquement ce groupe. Pratiquement, le même malentendu se retrouvait l'été 1969, à Bruxelles, lors d'une rencontre internationale. Daniel Cohn Bendit y fut fortement critiqué par un

participant américain et par un ouvrier français du Comité d'Action Citroën sur le point que Cohn Bendit prenait plus ou moins fait et cause pour la révolte fusil-en-main, selon le modèle des Panthères Noires aux Etats Unis. Il lui fut répondu sans ambages que la lutte des Panthères Noires quelque spectaculaire qu'elle puisse être, était bien sûr moins importante du point de vue de la transformation sociale que ce qui pouvait se passer à Détroit sur la chaîne de montage des usines Ford.

Les deux discussions -celle de Bruxelles en 1969, et celle autour de la revue S. OU B. au début des années cinquante, ont, en dépit de leurs différences -trop de romantisme de la part de Cohn Bendit, une mauvaise perspective du côté du groupe S. OU B- exactement la même racine : des positions détachées l'une de l'autre.

- d'une part sur les organisations traditionnelles d'autrefois

- d'autre part sur la marée montante de la lutte ouvrière ; celle-ci se manifestait de plus en plus distinctement, contredisant ainsi les prédictions très sombres des militants de Socialisme ou Barbarie dont nous parlons ici.

En mars 1953, l'auteur de ces lignes s'informait auprès de Pierre CHAULIEU -publiciste qui comme idéologue en chef a influencé plus qu'un autre les opinions de S. OU B.- s'il s'attendait prochainement à des grèves importantes en France. Chaulieu ne répondit pas seulement que non, il nia tout aussi strictement leur possibilité objective. Cinq mois plus tard, en août 1953, "l'impossible" se réalisait quand même : PTT, SNCF, services publics et beaucoup d'autres branches d'industrie, débrayaient ; le pays se voyait confronté à une vague de combativité. S'il est vrai que cette vague frappait l'ordre capitaliste, il est vrai également qu'elle détruisait en même temps la perspective politique de S. OU B. D'un seul coup le prolétariat français avait rendu visible la divergence totale entre cette perspective et la réalité sociale.

La majorité du groupe S. OU B. -c'est-à-dire ceux qui sont désignés plus loin comme "le centre" et "la droite"- n'avait pas le moindre besoin de changer son point de départ. Pour expliquer une lutte qui contredisait ses thèses initiales, elle posait une "théorie" qui, bien que ne sortant pas de la situation sociale en France, se distinguait quand même par une originalité peu convaincante mais très logique, si l'on se situe dans la perspective de la guerre. Selon cette "théorie" la combativité du prolétariat français serait la suite directe (!) d'une certaine détente politique, causée par un changement de route des responsables russes après la mort de Staline. Il était question d'un répit qui aurait atténué la pression sur les esprits ouvriers, et par conséquent aurait mis un terme à la paralysie des travailleurs. Une théorie, purement politique, qui n'avait d'autre résultat que de barrer toute compréhension des choses réelles.

Rien d'étonnant en cela pour celui qui se rend compte dans quelle mesure la condition prolétarienne et la lutte ouvrière forment une partie intégrante de cette réalité, justement ce qui était mal compris par S. OU B. Dès son origine, on pourrait définir ce groupe comme une compagnie de jeunes intellectuels malgré la présence de quelques salariés qui y formaient une minorité. Et ceci bien que parmi les premiers, on en trouvait certains dont l'activité relevait plus d'une pratique bureaucratique que d'une activité de pensée. A cause de ce fait, à l'intérieur du groupe, surgit une lutte à l'occasion d'un problème aigu et permanent : la position propre du groupe vis-à-vis de la classe ouvrière. Il n'est que trop compréhensible qu'après les grèves de 1953 -à travers celles et à travers les grèves qui suivirent-, la discussion à l'intérieur du groupe S. OU B. s'oriente vers la formation de diverses tendances très opposées. En principe, ces tendances existaient déjà depuis longtemps, mais d'une façon moins nette.

Dans ces pages, nous n'écrivons pas l'histoire du groupe S. OU B., histoire qui, à nos yeux, fut finalement déterminée par les faits décisifs que nous avons signalés ci-dessus :

1/ La divergence entre la plate-forme théorique et l'évolution réelle des luttes ouvrières

2/ L'incapacité de bien comprendre -justement en tant que groupe intellectuel- la cohérence directe entre cette divergence et la vie intérieure propre du groupe.

Au sein de S. OU B. on discutait les questions qui se posaient -la question du parti, de l'avant-garde, de l'autogestion, etc...- presque toujours d'une manière abstraite et par suite le rapport direct entre les positions diverses et l'expérience sociale, restait plus ou moins caché. Nous croyons qu'il ne serait pas trop difficile de montrer -en examinant les analyses publiées dans la revue- que les contradictions qui à la fin ont fait sauter le groupe S. OU B. reflétaient exactement des contradictions sous jacentes ayant toujours existé dans le monde capitaliste extérieur. Mais il nous semble superflu d'en faire ressortir le détail au cours des années. Pour mieux faire comprendre le plan réel de la correspondance de 1954, qui illumine en un éclair le vrai caractère de S. OU B. et de son destin historique, il suffit de retracer ce qui se passait à l'intérieur de ce groupe en ce temps là et au cours de la période précédente.

Assez tôt, trois courants distincts se manifestèrent dans S. OU B. A côté d'un accord presque unanime sur le problème syndical, on pouvait distinguer des divergences d'opinion sur la question du parti :

1° - Il y avait une petite minorité qui interprétait la forme du parti comme une organisation passée, qui ne pouvait jouer dans la lutte ouvrière que le rôle d'un frein. A cette minorité -qui se trouvait pratiquement proche du communisme de conseils et qui s'en approchait sans cesse- appartenaient quelques personnes qui, par les circonstances de leur vie, étaient très proches du prolétariat, ou étaient des prolétaires eux-mêmes et qui, à la première scission que

connut S. OU B. en 1958 se retrouvaient dans le groupe I.C.O. (au départ I.L.O.). Dans cette minorité, on trouvait aussi Claude Lefort, agrégé de Philosophie, qui exprimait dans un langage très intellectuel tantôt les mêmes idées (2), tantôt des idées "progressistes", qui se distinguaient à peine des idées des esprits les plus cultivés du pays, et qui n'avaient aucune signature marxiste (3). Lui, bien qu'il ait participé à la formation d'I.L.O. en 1958, suivra vers 1961 son propre chemin vers un "Cercle St Just" dont la fondation ne peut pas être comprise séparément de l'histoire totale de S. OU B. mais dont le sort ne nous intéresse plus ici.

2° - Il y avait à l'opposé de cette minorité, mais de l'autre côté du centre majoritaire, un courant qui était ni stalinien, ni trotskyste, mais qui se définissait cependant comme "léniniste" ; ce courant regardait le parti traditionnel comme l'organisation naturelle de la classe ouvrière dans le domaine de la politique. Plus encore, que pour la majorité du groupe, ce courant tendait à examiner tous les phénomènes d'un point de vue purement politique, en en négligeant toutes les facettes sociales. Son représentant le plus important était un émigré espagnol, membre du POUM dans sa jeunesse, détail qui fait comprendre pourquoi un ancien militant du communisme de conseils en France disait un jour qu'il lui semblait entendre les porte-paroles de ce parti de l'Espagne républicaine chaque fois que l'aile droite de S. OU B. se faisait entendre.

3° - Entre les deux ailes que nous venons de caractériser, il y avait le grand centre de S. OU B. qui, avec la "droite" défendait énergiquement le parti comme forme d'organisation nécessaire et indispensable, mais qui se distinguait d'elle en parlant -avec toutes les variations qu'on peut imaginer- d'un "parti d'un type nouveau" complètement différent du parti de type traditionnel. Le théoricien dominant de ce centre était Pierre CHAULIEU, homme autant intellectuel que bureaucrate ayant l'habitude de s'exprimer dans un style difficile et peu précis, qualité qui le rendait extrêmement précieux dans son rôle de gardien à tout prix de l'unité de l'organisation. Justement dans ce rôle là, une franchise soit politique, soit sociale, comme celle qui caractérisait à la fois sa droite et sa gauche, lui aurait été plus gênante qu'utile. Voilà pourquoi les explications brillantes de CHAULIEU -et plus encore celles de son aide de camp, Philippe Guillaume- se distinguaient par leur imprécision. Cette imprécision avait, avant tout, comme fonction de ne pas laisser deviner leurs conceptions sur le niveau de l'organisation ; celles-ci étaient liées à des conceptions de la lutte de classe sans rapport avec la lutte autonome des travailleurs qui commençait alors à se dégager en France.

L'aile gauche de S. OU B. , c'était bien clair, se solidarisait ouvertement avec cette autonomie de la lutte comme étant la seule

(2) voir l'article publié par C. Lefort dans ce temps-là contre J. P. Sartre dans un des numéros de "Temps Modernes"

(3) voir l'article de C. Lefort sur la politique extérieure du Kremlin qui fut (en 1953 ou 1954 si je ne me trompe) publié dans les "Temps Modernes".

possibilité offerte par l'évolution sociale. La droite était, aucune raison d'en douter, contre, et présentait aux travailleurs la nécessité d'un parti. Qu'est-ce que faisait le centre ? Il parlait moins souvent du parti, plus souvent de l'avant-garde. Mais que voulait dire particulièrement ce terme ? A coup sûr une couche spécifique qui se distingue des masses seulement par le fait même que son existence leur dénie la capacité de se soulever spontanément, ou bien, si elle admet quand même la logique sociale de leur action propre, veut néanmoins leur en dicter la direction et la cadence. Toutefois, comment Pierre Chaulieu et ceux qui pensaient comme lui, proposaient-ils que cette avant-garde fonctionne ? Et quelle était sa tâche politique, dont ils parlaient fréquemment, comme si la révolution prochaine ne devait pas avoir, avant tout, un caractère social ?

La réponse à ces questions brûlantes fut donnée pour la première fois, sans aucune réserve, dans la réplique de Chaulieu à une lettre de Pannekoek. Chaulieu déclarait expressément ceci : face à la menace d'un parti néo-stalinien quelconque se préparant à s'emparer des conseils ouvriers qui viendraient de se constituer, c'est-à-dire à prendre le pouvoir pour le lendemain, une avant-garde minoritaire devait immédiatement faire exactement la même chose.

Et Chaulieu d'ajouter tout de suite après à Pannekoek : "Je ne pense pas que vous soyiez en désaccord avec tout cela". Mais Pannekoek ne tardait pas à protester. Il fit savoir que la lutte du parti, tel que Chaulieu le proposait, serait un pas vers une nouvelle oppression.

Cette protestation de Pannekoek, les lecteurs de la revue S. OU B. d'alors ne l'ont jamais eue sous les yeux. Bien que Chaulieu ait fait savoir à la fin de son épître, que son groupe accueillerait avec joie dans sa revue tout ce que Pannekoek voudrait bien lui envoyer, et bien qu'il ne manquait pas d'exprimer son espoir que la discussion pourrait se poursuivre et s'approfondir (!), la lettre ne fut jamais publiée (4).

Environ six mois après l'envoi de la deuxième lettre de Pannekoek nous demandâmes, en accord avec lui, une explication au groupe S. OU B. On nous promit de nouveau de la publier. Mais cette promesse ne fut

(4) Au cours de l'été 1967, lors d'une rencontre internationale à Taverny (banlieue de Paris) l'auteur de ces lignes discutait avec un représentant du GLAT (Groupe de Liaison pour l'Action des Travailleurs) des dangers que menaceraient les conseils ouvriers de la part d'une avant-garde politique. Pour me faire mieux comprendre, je me réfèrai à la correspondance qui fait l'objet de ce texte. A ma surprise, mon interlocuteur me répondit que l'exemple que je lui avais indiqué ne se trouvait pas dans ces lettres. Je compris après que sa réaction n'était que trop compréhensible et juste. J'avais simplement oublié que par le "soin" de Chaulieu le texte qui devait illustrer mes intentions lui était complètement inconnu. D'autre part, le fait que ce texte aurait été utile pour clarifier les positions ne prouve que son actualité.

pas tenue. La lettre en question fut -dans le cadre de la correspondance complète Pannekoek-Chaulieu- publiée pour la première fois dans une revue hollandaise (5) traduite avec soin de l'original anglais mis à sa disposition par Pannekoek. Le texte inséré ci-dessous en est donc la première édition française. Elle est une retraduction du hollandais, car l'original anglais n'est plus en nos mains. Probablement il se trouve, depuis la mort de Pannekoek, avec tous ses papiers, à l'Institut National d'Histoire Sociale d'Amsterdam.

La raison pour laquelle Pierre Chaulieu a supprimé la deuxième lettre de Pannekoek, de la même façon que Staline a supprimé le testament de Lénine, saute aux yeux du lecteur. Ce n'est pas seulement à propos de la critique fondamentale de ses intentions avant-gardistes. Il y a autre chose aussi. Ce qui était démontré par Pannekoek, entre autres, était que les positions caractéristiques du groupe S. OU B. sur les tâches politiques d'une avant-garde dans l'évolution de la lutte de classe, se reliaient à une position particulière sur la lutte de classe elle-même. Cette position ne correspondait pas à la sienne. Qui plus est, cette autre conception de la lutte de classe conduit à une idée différente du caractère de la révolution prolétarienne et -par conséquent- à une interprétation différente de la révolution russe par exemple. C'est cet ensemble complexe de problèmes essentiels qui donne à la correspondance Pannekoek-Chaulieu son intérêt.

En la lisant, on constatera que Pannekoek lui aussi se sert du terme "parti". Il ne faut pas, pensons-nous, trop s'attacher à cette expression, et ceci pour deux raisons. D'abord, même si Pannekoek parle du parti, il est bien évident qu'il entend par ce mot tout autre chose que Chaulieu : même si celui-ci a en vue un parti d'un type nouveau. Deuxièmement, et plus important encore : bien que Pannekoek, pour plus de facilité, emploie dans sa lettre le terme traditionnel, il ne considère plus à ce moment-là le parti comme l'organisation nécessaire de la lutte de classe.

Il est assez intéressant, en rapport avec tout cela, de se reporter à ce que Pannekoek nous écrit le 30 octobre 1953, juste une semaine avant sa première lettre à Chaulieu. En parlant du groupe S. OU B. il s'exprimait ainsi : ... "ils ne se sont pas libérés du "virus" bolchevik, inoculé par Trotsky, de "l'avant-garde" et du parti révolutionnaire qui doit faire la révolution ou en prendre la direction..." Et quelques lignes plus loin, il oppose à ce "virus" son idée que "les ouvriers aussi, dans leur lutte pour le pouvoir, doivent rester les maîtres de leur destin, doivent se battre d'une manière autonome et doivent chercher leur propre chemin".

Pannekoek dit aussi dans cette même lettre que nous venons de citer "Dans la lutte pour le pouvoir, des organes autonomes de la

(5) "Daad en Gedachte" ("Acte et Pensée"), octobre 1954. La revue ronéotypée de ce nom était éditée en ce temps par le groupe "Spartacus". Il ne faut pas la confondre avec une autre revue, du même nom, publiée en Hollande depuis 1965 par un autre groupe, sorti du premier à la suite d'une scission.

direction ouvrière seront construits , et on verra que ces organes ne sont rien d'autre que les conseils ouvriers débutants, accomplissant leurs premières tâches et exerçant leurs premières fonctions".

Voilà une conception qui est toute autre que celle de Chaulieu ; voilà une divergence d'opinion qui explique bien les arrières-plans de la correspondance qui suit.

Cette correspondance montre aussi très clairement que les événements de mai 68 en France ne furent anticipés, comme on a pu le dire, ni par le groupe S. OU B. comme tel, ni par Chaulieu personnellement.

Cajo BRENDEL

o o

o

PREMIERE LETTRE D'ANTON PANNEKOEK à Pierre CHAULIEU

"Cette lettre fut initialement écrite en anglais, parce que Pannekoek pouvant s'exprimer dans cette langue plus facilement et avec plus de précision qu'en français. La traduction en fut faite par un des membres du groupe S. OU B., probablement Chaulieu".

8 novembre 1953

Cher camarade Chaulieu,

Je vous remercie beaucoup pour la série des 11 numéros de "Socialisme ou Barbarie" que vous avez donnés, pour moi, au camarade B... Je les ai lus (bien que non encore terminés) avec un extrême intérêt, à cause de la grande concordance de vues qu'ils révèlent entre nous. Vous avez probablement fait la même constatation à la lecture de mon livre "Les Conseils ouvriers". Il me parut pendant de longues années que le petit nombre de socialistes qui développaient ces idées n'avait pas augmenté ; le livre fut ignoré et passé sous silence par la totalité de la presse socialiste (sauf récemment, dans le "Socialist Leader" de l'I.L.P.). Je fus donc heureux de faire la connaissance d'un groupe qui en était venu aux mêmes idées

par une voie indépendante. La domination complète des travailleurs sur leur travail, que vous exprimez en disant : "Les producteurs organisent eux-mêmes la gestion de la production", je l'ai décrite moi-même dans les chapitres sur "l'organisation des ateliers" et "l'organisation sociale". Les organismes dont les ouvriers ont besoin pour délibérer, formés d'assemblées de délégués, que vous appelez : "organismes soviétiques" sont les mêmes que ceux que nous appelons "Conseils ouvriers", "Arbeiterräte", "Worker's Councils".

Il y a bien sûr des différences ; j'en traiterai, en considérant cela comme un essai de contribution à la discussion dans votre revue. Alors que vous restreignez l'activité de ces organismes à l'organisation du travail dans les usines après la prise du pouvoir social par les travailleurs, nous les considérons comme devant être également les organismes au moyen desquels les ouvriers conquerront ce pouvoir. Pour conquérir le pouvoir, nous n'avons que faire d' "un parti révolutionnaire" prenant la direction de la révolution prolétarienne. Ce "parti révolutionnaire" est un concept trotskyste qui trouva une adhésion (depuis 1930) parmi les nombreux ex-partisans du P.C. déçus par la pratique de celui-ci. Notre opposition et notre critique remontaient déjà aux premières années de la Révolution russe et étaient dirigés contre Lénine et suscitées par son tournant vers l'opportunisme politique. Ainsi nous restâmes hors des voies du trotskysme ; nous ne fumes jamais sous son influence ; nous considérâmes Trotsky comme le plus habile porte-parole du bolchevisme qui aurait dû être le successeur de Lénine. Mais, après avoir reconnu en la Russie un capitalisme d'état naissant, notre attention alla principalement vers le monde occidental du grand capital, où les travailleurs auront à transformer le capitalisme le plus hautement développé en un communisme réel (au sens littéral du terme). Trotsky, par sa ferveur révolutionnaire, captiva tous les dissidents que le stalinisme avait jetés hors du P.C. et en leur inoculant le virus bolchevique les rendit presque incapables de comprendre les nouvelles grandes tâches de la révolution prolétarienne.

Parce que la révolution russe et ses idées ont encore une influence tellement puissante sur les esprits, il est nécessaire de pénétrer plus profondément son caractère fondamental. Il s'agissait, en peu de mots, de la dernière révolution bourgeoise, mais qui fut l'oeuvre de la classe ouvrière. Révolution bourgeoise (1) signifie une révolution qui détruit le féodalisme et ouvre la voie à l'industrialisation avec toutes les conséquences sociales que celle-ci implique. La révolution russe est donc dans la ligne de la révolution anglaise de 1647 et de la révolution française de 1789 avec ses suites de 1830, 1848, 1871. Au cours de toutes ces révolutions, les artisans, les paysans et les ouvriers ont fourni la puissance massive nécessaire pour détruire l'ancien régime ; ensuite, les comités et les partis

(1) Dans le texte "Révolution des classes moyennes (middle-class revolution) dans le sens anglais de "classes moyennes", c'est-à-dire bourgeoisie".

des hommes politiques représentant les riches couches qui constituaient la future classe dominante, vinrent au premier plan et s'emparèrent du pouvoir gouvernemental. C'était l'issue naturelle parce que la classe ouvrière n'était pas encore mûre pour se gouverner elle-même ; la nouvelle société était aussi une société de classe où les travailleurs étaient exploités ; une telle classe dominante a besoin d'un gouvernement composé d'une minorité de fonctionnaires et d'hommes politiques. La révolution russe, à une époque plus récente, sembla être une révolution prolétarienne, les ouvriers en étant les auteurs par leurs grèves et leurs actions de masse. Ensuite, cependant, le parti bolchevick réussit peu à peu à s'approprier le pouvoir (la classe travailleuse était une petite minorité parmi la population paysanne) ; ainsi le caractère bourgeois (au sens large) de la révolution russe devint dominant et prit la forme du capitalisme d'Etat. Depuis, pour ce qui est de son influence idéologique et spirituelle dans le monde, la révolution russe devint l'opposé exact de la révolution prolétarienne qui doit libérer les ouvriers et les rendre maîtres de l'appareil de production.

Pour nous, la tradition glorieuse de la révolution russe consiste en ce que, dans ses premières explosions de 1905 et 1917, elle a été la première à développer et montrer aux travailleurs du monde entier la forme organisationnelle de leur action révolutionnaire autonome, les soviets. De cette expérience, confirmée plus tard à une moindre échelle en Allemagne, nous avons tiré nos idées sur les formes d'action de masse qui sont propres à la classe ouvrière et qu'elle devra appliquer pour sa propre libération.

Exactement à l'opposé, nous voyons les traditions, les idées et les méthodes issues de la révolution russe lorsque le P.C. s'est emparé du pouvoir. Ces idées, qui servent uniquement d'obstacles à une action prolétarienne correcte, constituèrent l'essence et la base de la propagande de Trotsky.

Notre conclusion est que les formes d'organisation du pouvoir autonome exprimées par les termes "soviets" ou "Conseils ouvriers", doivent aussi bien servir à la conquête du pouvoir qu'à la direction du travail productif après cette conquête. D'abord parce que le pouvoir des travailleurs sur la société ne peut être obtenu d'une autre manière, par exemple par ce qu'on appelle un parti révolutionnaire. Deuxièmement parce que ces soviets, qui seront plus tard nécessaires à la production, ne peuvent se former qu'à travers la lutte de classe pour la conquête du pouvoir.

Il me semble que dans ce concept le "noeud de contradictions" du problème de la "direction révolutionnaire" disparaît. Car la source des contradictions est l'impossibilité d'harmoniser le pouvoir et la liberté d'une classe gouvernant sa propre destinée, avec l'exigence qu'elle obéisse à une direction formée par un petit groupe ou parti. Mais pouvons-nous maintenir une telle exigence ? Elle contredit carrément l'idée de Marx la plus citée, à savoir que la libération des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes. De plus, la

révolution prolétarienne ne peut être comparée à une rébellion unique ou à une campagne militaire dirigée par un commandement central, et même pas à une période de luttes semblable par exemple à la grande Révolution française, qui ne fut elle-même qu'un épisode dans l'ascension de la bourgeoisie au pouvoir. La révolution prolétarienne est beaucoup plus vaste et profonde ; elle est l'accession des masses du peuple à la conscience de leur existence et de leur caractère. Elle ne sera pas une convulsion unique ; elle formera le contenu d'une entière période dans l'histoire de l'humanité, pendant laquelle la classe ouvrière aura à découvrir et à réaliser ses propres facultés et son potentiel, comme aussi ses propres buts et méthodes de lutte. J'ai tâché d'élaborer certains des aspects de cette révolution dans mon livre "Les Conseils ouvriers", dans le chapitre intitulé "La révolution ouvrière". Bien sûr, tout ceci ne fournit qu'un schéma abstrait, que l'on peut utiliser pour mettre en avant les diverses forces en action et leurs relations.

Maintenant, il se peut que vous demandiez : mais alors, dans le cadre de cette orientation, à quoi sert un parti ou un groupe, et quelles sont ses tâches ? Nous pouvons être sûrs que notre groupe ne parviendra pas à commander les masses laborieuses dans leur action révolutionnaire ; à côté de nous, il y a une demi-douzaine et plus d'autres groupes ou partis, qui s'appellent révolutionnaires mais qui tous diffèrent dans leur programme et dans leurs idées ; et comparés au grand parti socialiste, ce ne sont que des lilliputiens. Dans le cadre de la discussion contenue dans le n° 10 de votre revue, il a été, avec raison, affirmé que notre tâche est principalement une tâche théorique ; de trouver et indiquer, par l'étude et la discussion, le meilleur chemin d'action pour la classe ouvrière. L'éducation basée là-dessus, cependant, ne doit pas avoir lieu à l'intention seulement des membres du groupe ou du parti, mais des masses de la classe ouvrière. Ce sont elles qui auront à décider, dans leurs meetings d'usine et leurs Conseils, de la meilleure manière d'agir. Mais, pour qu'elles se décident de la meilleure manière possible, elles doivent être éclairées par des avis bien considérés et venant du plus grand nombre de côtés possibles. Par conséquent, un groupe qui proclame que l'action autonome de la classe ouvrière est la force principale de la révolution socialiste, considérera que sa tâche primordiale est d'aller parler aux ouvriers ; par exemple, par le moyen de tracts populaires qui éclairciront les idées des ouvriers en expliquant les changements importants dans la société, et la nécessité d'une direction des ouvriers par eux-mêmes dans toutes leurs actions comme aussi dans le travail productif futur.

Vous avez là quelques-unes des réflexions que m'a suscitées la lecture des discussions hautement intéressantes publiées dans votre revue. De plus, je dois dire combien j'ai été satisfait des articles sur "L'ouvrier américain" qui clarifient une grande partie de l'énigmatique problème de cette classe ouvrière sans socialisme ; et de

l'article instructif sur la classe ouvrière en Allemagne orientale. J'espère que votre groupe aura la possibilité de publier encore d'autres numéros de sa revue.

Vous m'excuserez d'avoir écrit cette lettre en anglais ; il m'est difficile de m'exprimer en français d'une façon satisfaisante.

Très sincèrement, votre

Ant. PANNEKOEK

o o

o

REPONSE AU CAMARADE PANNEKOEK

Cher Camarade Pannekoek,

Votre lettre a procuré une grande satisfaction à tous les camarades du groupe ; satisfaction de voir notre travail apprécié par un camarade honoré comme vous l'êtes et qui a consacré toute une vie au prolétariat et au socialisme ; satisfaction de voir confirmée notre idée d'un accord profond entre vous et nous sur les points fondamentaux ; satisfaction enfin de pouvoir discuter avec vous et d'enrichir notre revue avec cette discussion.

Avant de discuter les deux points auxquels est consacrée votre lettre (nature de la révolution russe, conception et rôle du parti), je voudrais souligner les points sur lesquels porte notre accord : autonomie de la classe ouvrière en tant à la fois que moyen et que but de son action historique, pouvoir total du prolétariat sur le plan économique et politique comme seul contenu concret du socialisme. Je voudrais d'ailleurs à ce propos dissiper un malentendu. Il n'est pas exact que nous restreignons "l'activité de ces organismes (soviétiques) à l'organisation du travail dans les usines après la prise du pouvoir..." Nous pensons que l'activité des organismes soviétiques

-ou Conseils d'ouvriers- après la prise du pouvoir s'étendra à l'organisation totale de la vie sociale, c'est-à-dire qu'aussi longtemps qu'il y aura besoin d'un organisme de pouvoir, son rôle sera rempli par les Conseils d'ouvriers. Il n'est pas exact non plus que nous ne pensions à un rôle quelconque des Conseils que pour la période suivant la "prise du pouvoir". A la fois, l'expérience historique et la réflexion montrent que les Conseils ne pourraient pas être des organismes exprimant véritablement la classe s'ils étaient créés pour ainsi dire par décret le lendemain d'une révolution victorieuse, qu'ils ne seront quelque chose que s'ils sont créés spontanément par un mouvement profond de la classe, donc avant la "prise du pouvoir" ; et s'il en est ainsi, il est évident qu'ils joueront un rôle primordial pendant toute la période révolutionnaire, dont le début est précisément marqué (comme je le disais dans mon texte sur le parti du n° 10) par la constitution des organismes autonomes des masses.

Là où par contre il y a, en effet, une réelle différence d'opinion entre nous, c'est sur la question de savoir si, pendant cette période révolutionnaire, ces Conseils sont le seul organisme qui joue un rôle effectif dans la conduite de la révolution et, dans une moindre mesure, quel est le rôle et la tâche des militants révolutionnaires d'ici là. C'est-à-dire, la "question du parti".

Vous dites "pour conquérir le pouvoir nous n'avons que faire d'un "parti révolutionnaire" prenant la direction de la révolution prolétarienne". Et plus loin, après avoir rappelé à juste titre qu'il y a, à côté de nous, une demi-douzaine d'autres partis ou groupes qui se réclament de la classe ouvrière, vous ajoutez : "Pour qu'elles (les masses dans leurs Conseils) se décident de la meilleure manière possible, elles doivent être éclairées par des avis bien considérés et venant du plus grand nombre de côtés possibles". Je crains que cette vue de la chose ne corresponde en rien aux traits à la fois les plus aveuglants et les plus profonds de la situation actuelle et prévisible de la classe ouvrière. Car ces autres partis ou groupes dont vous parlez ne représentent pas simplement des opinions différentes sur la meilleure manière de faire la révolution, et les séances des Conseils ne seront pas des calmes réunions de réflexion où, après avis de ses divers conseillers (les représentants des groupes et partis) la classe ouvrière se décidera à suivre telle voie plutôt que telle autre. Dès la constitution des organismes de la classe ouvrières, la lutte des classes sera transposée au sein même de ces organismes ; elle y sera transposée par les représentants de la plupart de ces "groupes ou partis" qui se réclament de la classe ouvrière, mais qui, dans la plupart des cas, représentent les intérêts et l'idéologie de classes hostiles au prolétariat, comme les réformistes et les staliniens. Même s'ils ne s'y trouvent pas sous leur forme actuelle, ceux-ci s'y trouveront sous une autre, soyons-en sûrs. Selon toute vraisemblance, ils auront au départ une position prédominante. Et toute l'expérience des vingt dernières années -de la guerre d'Espagne, de l'occupation et jusques et y compris l'expérience de la moindre réunion syndicale actuellement- nous enseigne que des militants qui ont nos opinions devront conquérir par la lutte même le droit à la parole au sein de ces organismes.

L'intensification de la lutte des classes pendant la période révolutionnaire prendra inévitablement la forme de l'intensification de la lutte des diverses fractions au sein des organismes de masse. Dans ces conditions, dire qu'une organisation révolutionnaire d'avant-garde se bornera à "éclairer par des avis bien considérés" les Conseils est, je crois, ce qu'on appelle en anglais un "understatement" (1). Après tout, si les Conseils de la période révolutionnaire s'avèrent être ces assemblées de sages où personne ne vient troubler le calme nécessaire à une réflexion bien pesée, nous serions les premiers à nous en féliciter ; nous nous sentons sûrs, en effet, que notre avis prévaudrait si les choses se passaient de cette manière. Mais ce n'est que dans ce cas que le "parti ou groupe" pourrait se limiter aux tâches que vous lui assignez. Et ce cas est de loin le plus improbable. La classe ouvrière qui formera ces Conseils ne sera pas une classe différente de celle qui existe aujourd'hui ; elle aura fait un énorme pas en avant, mais, pour reprendre une expression célèbre, elle portera encore sur les flancs les stigmates de la situation dont elle procède. Elle sera en surface dominée par des influences profondément hostiles, auxquelles au départ ne s'opposeront que sa volonté révolutionnaire encore confuse et une avant-garde minoritaire. Celle-ci devra par tous les moyens compatibles avec notre idée fondamentale de l'autonomie de la classe ouvrière, agrandir et approfondir son influence sur les Conseils, gagner à son programme la majorité. Elle aura peut-être même à agir avant ; que devra-t-elle faire si, représentant 45 % des Conseils, elle apprend qu'un parti néo-stalinien quelconque se prépare à prendre du pouvoir pour le lendemain ? Ne devra-t-elle pas tâcher de s'en emparer immédiatement ?

Je ne pense pas que vous soyez en désaccord avec tout cela ; je crois que ce que vous visez surtout dans vos critiques, c'est l'idée du parti "direction révolutionnaire". J'ai pourtant essayé d'expliquer que le parti ne pouvait pas être la direction de la classe, ni avant, ni après la révolution ; ni avant parce que la classe ne le suit pas et qu'il ne saurait diriger tout au plus qu'une minorité (et encore, la "diriger" dans un sens tout relatif ; l'influencer par ses idées et son action exemplaire) ; ni après, car le pouvoir prolétarien ne peut pas être le pouvoir du parti, mais le pouvoir de la classe dans ses organismes autonomes de masse. Le seul moment où le parti peut s'approcher d'un rôle de direction effective, de corps qui tâche d'imposer sa volonté même par la violence, peut être une certaine phase de la période révolutionnaire précédant immédiatement le dénouement de celle-ci ; des décisions pratiques importantes peuvent avoir à être prises ailleurs que dans les Conseils si les représentants d'organisations en fait contre-révolutionnaires y participent, le parti peut s'engager sous la pression des circonstances dans une action décisive même s'il n'est pas dans les votes suivi par la majorité de la classe. Le fait qu'en agissant ainsi, le parti n'agira pas comme un corps bureaucratique visant à imposer sa volonté à la classe, mais comme l'expression historique de la classe elle-même, dépend d'une série de facteurs dont on peut discuter dans l'abstrait dès aujourd'hui, mais dont l'appréciation concrète ne pourra avoir lieu qu'à ce moment-là ; quelle proportion de la classe est d'accord avec le programme du parti, quel est l'état idéologique du reste de la classe, où

(1) Expression qui pêche par excès de modération.

en est la lutte avec les tendances contre-révolutionnaires au sein des Conseils, quelles sont les perspectives ultérieures, etc... Dresser dès maintenant une série de règles de conduite pour les divers cas possibles serait sans doute puéril ; on peut être sûr que les seuls cas qui se présenteront seront les cas non prévus.

Il y a des camarades qui disent : tracer cette perspective, c'est laisser la voie ouverte à une dégénérescence possible du parti dans le sens bureaucratique. La réponse est : ne pas la tracer, signifie accepter dès maintenant la défaite de la révolution ou la dégénérescence bureaucratique des Conseils, et ceci non plus comme une possibilité, mais comme une certitude. En fin de compte, refuser d'agir par peur qu'on ne se transforme en bureaucrate, me paraît aussi absurde que renoncer à penser par peur de se tromper. De même que la seule "garantie" contre l'erreur consiste dans l'exercice de la pensée lui-même, de même la seule "garantie" contre la bureaucratisation consiste dans une action permanente dans un sens antibureaucratique, en luttant contre la bureaucratie et en démontrant pratiquement qu'une organisation non bureaucratique de l'avant-garde est possible, et qu'elle peut organiser des rapports non bureaucratiques avec la classe. Car la bureaucratie ne naît pas de conceptions théoriques fausses, mais des nécessités propres de l'action ouvrière à une certaine étape de celle-ci, et c'est dans l'action qu'il s'agit de montrer que le prolétariat peut se passer de la bureaucratie. En fin de compte, rester surtout préoccupé par la peur de la bureaucratie, c'est oublier que dans les conditions actuelles une organisation ne saurait acquérir une influence notable auprès des masses qu'à condition d'exprimer et de réaliser leurs aspirations antibureaucratiques ; c'est oublier qu'un groupe d'avant-garde ne pourra parvenir à une existence véritable qu'en se modelant perpétuellement sur ces aspirations des masses ; c'est oublier qu'il n'y a plus de place pour l'apparition d'une nouvelle organisation bureaucratique. L'échec permanent des tentatives trotskystes de recréer purement et simplement une organisation "bolchevick" trouve là sa cause la plus profonde.

Pour clore ces quelques réflexions, je ne pense pas non plus qu'on puisse dire que dans la période actuelle (et d'ici la révolution), la tâche d'un groupe d'avant-garde soit une tâche "théorique". Je crois que cette tâche est aussi et surtout une tâche de lutte et d'organisation. Car la lutte de classe est permanente, à travers ses hauts et ses bas, et la maturation idéologique de la classe ouvrière se fait à travers cette lutte. Or le prolétariat et ses luttes sont actuellement dominées par les organisations (syndicats et partis) bureaucratiques, ce qui a comme résultat de rendre les luttes impossibles, de les dévier de leur but de classe ou de les conduire à la défaite. Une organisation d'avant-garde ne peut pas assister indifférente à ce spectacle, ni se borner à apparaître comme l'oiseau de Minerve à la tombée de la nuit, laissant choir de son bec des tracts expliquant aux ouvriers les raisons de leur défaite. Elle doit être capable d'intervenir dans ces luttes, combattre l'influence des organisations bureaucratiques, proposer aux ouvriers des modes d'action et d'organisation ; elle doit même parfois être capable de les imposer.

Quinze ouvriers d'avant-garde résolus peuvent, dans certains cas, mettre en grève une usine de cinq mille, s'ils sont disposés à bousculer quelques bureaucrates staliniens - ce qui n'est ni théorique, ni même démocratique, ces bureaucrates étant toujours élus avec des confortables majorités par les ouvriers eux-mêmes.

Je voudrais avant de terminer cette réponse, dire deux mots sur notre deuxième divergence, qui n'a à première vue qu'un caractère théorique : celle sur la nature de la révolution russe. Nous pensons que caractériser la révolution russe comme une révolution bourgeoise fait violence aux faits, aux idées et au langage. Que dans la révolution russe, il y ait eu plusieurs éléments d'une révolution bourgeoise - en particulier, la "réalisation des tâches bourgeoises-démocratiques" - a toujours été reconnu, et longtemps avant la révolution même, Lénine et Trotsky en avaient fait la base de leur stratégie et tactique. Mais ces tâches, dans l'étape donnée du développement historique et la configuration des forces sociales en Russie, ne pouvaient être abordées que par la classe ouvrière qui, du même coup, ne pouvait que se poser des tâches essentiellement socialistes.

Vous dites : la participation des ouvriers ne suffit pas. Bien sûr ; dès qu'un combat devient un combat de masses, les ouvriers y sont, car ils sont les masses. Mais le critère n'est pas là ; c'est de savoir si les ouvriers s'y trouvent comme la pure et simple infanterie de la bourgeoisie ou s'ils combattent pour leurs propres buts. Dans une révolution où les ouvriers se battent pour la "Liberté, l'Égalité, la Fraternité" - et quelle que soit la signification que subjectivement ils donnent à ces mots d'ordre - ils sont l'infanterie de la bourgeoisie. Lorsqu'ils se battent pour "Tout le pouvoir aux Soviets", ils se battent pour le socialisme. Ce qui fait de la révolution russe une révolution prolétarienne, c'est que le prolétariat y est intervenu comme la force dominante avec son propre drapeau, son visage, ses revendications, ses moyens de lutte, ses propres formes d'organisation ; c'est que non seulement il a constitué des organismes de masse visant à s'appropriier tout le pouvoir, mais qu'il a passé de lui-même à l'expropriation des capitalistes et commencé à réaliser la gestion ouvrière des usines. Tout cela fait à jamais de la révolution russe une révolution prolétarienne, quel qu'ait pu être son sort ultérieur - de même que ni ses faiblesses, ni sa confusion, ni sa défaite finale n'empêchent la Commune de Paris d'avoir été une révolution prolétarienne.

Cette divergence peut paraître à première vue théorique : je pense cependant qu'elle a une importance pratique dans la mesure où elle traduit une différence de méthodologie à propos d'un problème actuel par excellence : le problème de la bureaucratie. Le fait que la dégénérescence de la révolution russe n'a pas donné lieu à une restauration de la bourgeoisie mais à la formation d'une nouvelle couche exploiteuse, la bureaucratie ; que le régime qui porte cette couche, malgré son identité profonde avec le capitalisme (en tant que domination du travail mort sur le travail vivant), en diffère sous une foule d'aspects qu'on ne saurait négliger sans se refuser à y comprendre quelque chose ; que cette même couche, depuis 1945,

est en train d'étendre sa domination sur le monde ; qu'elle est représentée dans les pays d'Europe occidentale par des partis profondément enracinés dans la classe ouvrière - tout cela fait que nous pensons que se borner à dire que la révolution russe a été une révolution bourgeoise équivaut à fermer volontairement ses yeux devant les traits les plus importants de la situation mondiale d'aujourd'hui.

J'espère que cette discussion pourra se poursuivre et s'approfondir, et je crois utile de vous répéter que nous accueillerons avec joie dans "Socialisme ou Barbarie" tout ce que vous voudrez bien nous envoyer.

Fraternellement

Pierre CHAULIEU

o o
o

DEUXIEME LETTRE D'ANTON PANNEKOEK à Pierre CHAULIEU

Cher Camarade CHAULIEU,

J'ai constaté avec beaucoup de plaisir que vous avez publié dans votre revue SOCIALISME OU BARBARIE une traduction de ma lettre annotée de remarques critiques, de manière à faire participer vos lecteurs à une discussion sur des questions fondamentales. Comme vous exprimez le désir de poursuivre la discussion, je vous envoie quelques remarques sur votre réponse. Naturellement, il reste des divergences d'opinion qui peuvent apparaître dans la discussion avec une plus grande clarté. De telles divergences sont normalement le résultat d'une appréciation différente de ce qu'on considère comme les points les plus importants, ce qui à son tour est en rapport avec nos expériences pratiques ou le milieu dans lequel on se trouve. Pour moi, ce fut l'étude des grèves politiques en BELGIQUE (1893), en RUSSIE (1905 et 1917), en ALLEMAGNE (1918 à 1919), étude par laquelle j'essayai de parvenir à une claire compréhension du caractère fondamental de telles actions. Votre groupe vit et travaille parmi l'agitation de classe des ouvriers d'une grande ville industrielle ; par conséquent votre attention est complètement concentrée

sur un problème pratique : comment des méthodes de lutte efficaces pourraient-elles se développer au-delà de la lutte inefficace des partis et des grèves partielles d'aujourd'hui.

Naturellement, je ne prétends pas que les actions révolutionnaires de la classe ouvrière se dérouleront toutes dans une atmosphère de discussion paisible. Ce que je prétends est que le résultat de la lutte souvent violente, n'est pas déterminé par des circonstances accidentelles, mais par ce qui est vivant dans la pensée des ouvriers, comme la base d'une conscience solide acquise par l'expérience, l'étude ou leurs discussions. Si le personnel d'une usine doit décider de faire la grève ou non, la décision n'est pas prise en frappant du poing sur la table, mais normalement par des discussions.

Vous posez le problème d'une manière entièrement pratique : qu'est-ce que le parti ferait s'il avait derrière lui 45 % des membres des conseils et s'il attendait qu'un autre parti (néo-stalinien qui s'efforcerait de conquérir le régime) tente de saisir le pouvoir par la force ? Votre réponse est : il faudrait le devancer en faisant ce que nous craignons qu'il fasse. Que sera le résultat définitif d'une telle action ? Regardez ce qui s'est passé en RUSSIE. Là existait un parti, avec de bons principes révolutionnaires, influencés par le marxisme ; et assuré, de plus, du soutien des conseils déjà formés par les ouvriers ; cependant, il fut obligé de saisir le pouvoir, et le résultat fut le stalinisme totalitaire (si je dis "il fut obligé" cela veut dire que les circonstances n'étaient pas assez mûres pour une vraie révolution prolétarienne. Dans le monde occidental dans lequel le capitalisme est plus développé, les circonstances certainement sont plus mûres ; la mesure en est donnée par le développement de la lutte de classe). Alors, on doit poser la question : la lutte du parti tel que vous le proposez, pourrait-elle sauver la révolution prolétarienne ? Il me semble qu'elle serait plutôt un pas vers une nouvelle oppression.

Certainement, il y aura toujours des difficultés. Si la situation française, ou mondiale, exigeait une lutte en masse des ouvriers, les partis communistes tenteraient tout de suite de transformer l'action en une démonstration pro-russe dans le cadre du parti. Il faut mener une lutte énergique contre ces partis. Mais nous ne pouvons pas les battre en suivant leurs méthodes. Cela n'est possible qu'en pratiquant nos méthodes propres. La vraie forme d'action d'une classe en lutte, c'est : la force des arguments, basée sur le principe fondamental de l'autonomie des décisions ! Les ouvriers ne peuvent que prévenir une oppression venant du parti communiste que par le développement et le renforcement de leur propre pouvoir de classe ; cela veut dire leur volonté unanime de prendre les moyens de production sous leur contrôle et de les gérer.

La condition principale pour la conquête de la liberté pour la classe ouvrière est que la conception de l'auto-gouvernement et auto-gestion de l'appareil de production soit enracinée dans la conscience

des masses. Cela concorde, dans une certaine mesure, avec ce que JAURES écrit sur la Constituante, dans son HISTOIRE SOCIALISTE DE LA REVOLUTION FRANCAISE :

"Cette assemblée , toute nouvelle, discutant de sujets politiques, savait, à peine réunie, déjouer toutes les manoeuvres de la Cour. Pourquoi ? Parce qu'elle détenait quelques grandes idées abstraites, longuement et sérieusement mûries et qui lui donnaient une vue claire de la situation"

(traduit du hollandais)

Bien sûr, les deux cas ne sont pas identiques. Au lieu des grandes idées politiques de la REVOLUTION FRANCAISE, il s'agit des grandes idées sociales des ouvriers, c'est-à-dire : la gestion de la production par une coopération organisée. Au lieu de 500 députés forts de leurs idées abstraites acquises par l'étude, les travailleurs seront des millions guidés par l'expérience de toute une vie d'exploitation dans un travail productif. Voilà pourquoi je vois les choses de la manière suivante.

La tâche la plus noble et la plus utile d'un parti révolutionnaire est, par sa propagande dans mille petits journaux, brochures, etc.... d'enrichir la connaissance des masses dans le processus d'une conscience toujours plus claire et plus vaste.

Maintenant, quelques mots sur le caractère de la révolution russe. La traduction du mot anglais : "middle class revolution" par révolution bourgeoise, n'exprime pas exactement sa signification. Lorsqu'en ANGLETERRE, les soit disant classes moyennes saisirent le pouvoir, elles se composaient en grande partie de petits capitalistes, ou d'hommes d'affaires, propriétaires de l'appareil industriel de production. La lutte des masses était nécessaire pour chasser l'aristocratie du pouvoir ; mais en dépit de ce fait, cette masse n'était pas encore capable de s'emparer elle-même de l'appareil de production ; la capacité spirituelle, morale et organisatrice pour la faire, les ouvriers ne peuvent l'atteindre qu'à travers la lutte de classe dans un capitalisme assez développé. En RUSSIE, il n'existait pas de bourgeoisie d'une certaine importance ; la conséquence fut que, de l'avant-garde de la révolution, allait naître une nouvelle "classe moyenne" comme classe dirigeante du travail productif, gérant l'appareil de production, et non comme un ensemble de propriétaires individuels possédant chacun une certaine part de cet appareil de production, mais comme propriétaires collectifs de l'appareil de production dans sa totalité.

En général, nous pouvons dire : si les masses laborieuses (puisqu'elles sont le produit des conditions pré-capitalistes) ne sont pas encore capables de prendre la production dans leurs propres mains, inévitablement cela aura pour résultat qu'une nouvelle classe dirigeante deviendra maître de la production. C'est cette concordance

qui me faisait dire que la révolution russe (dans son caractère essentiel et permanent) était une révolution bourgeoise. Certainement le pouvoir de masse du prolétariat était nécessaire pour détruire le pouvoir de l'ancien système (et ce fut en cela une leçon pour les travailleurs du monde entier). Mais une révolution sociale ne peut obtenir rien de plus que ce qui correspond au caractère des classes révolutionnaires, et si le plus grand radicalisme possible était nécessaire pour vaincre toutes les résistances, plus tard, il fallait revenir en arrière.

Cela semble une règle générale de toutes les révolutions jusqu'à nos jours : jusqu'en 1793 la révolution française devenait de plus en plus radicale, jusqu'à ce que les paysans soient devenus définitivement les maîtres libres du sol, et que les armées étrangères soient repoussées ; à ce moment, les Jacobins furent massacrés et le capitalisme fit son entrée comme nouveau maître. Lorsqu'on regarde les choses de cette façon, le cours de la révolution russe fut le même que celui des révolutions précédentes qui toutes vainquirent le pouvoir, en ANGLETERRE, en FRANCE, en ALLEMAGNE. La révolution russe ne fut nullement une révolution prolétarienne prématurée. La révolution prolétarienne appartient au futur.

J'espère bien que cette explication, quoiqu'elle ne contienne pas d'arguments nouveaux, pourra aider à clarifier quelques divergences dans nos points de vue.

Salut fraternel,

votre Anton PANNEKOEK

7p

SOMMAIRE

UN DÉBUT DE REGROUPEMENT RÉVOLUTIONNAIRE

DE CRONSTADT A GDANSK ET SZCZECIN

**UNE CORRESPONDANCE ENTRE A. PANNEKOEK
ET P. CHAULIEU**

(Introduction de C. BRENDÉL)

Abonnement par mandat-lettre

1 an (4 numéros) **10 francs**

Notre Adresse

Robert Camoin

B. P. N° 326

13 - MARSEILLE 01

Le Numéro 2 frs, 50